

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 janvier 2024

PROPOSITION DE LOI

instaurant un congé calamité

**Avis du Conseil d'État
N° 74.957/1 du 18 janvier 2024**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 januari 2024

WETSVOORSTEL

betreffende het rampverlof

**Advies van de Raad van State
Nr. 74.957/1 van 18 januari 2024**

Voir:

Doc 55 **2161/ (2020/2021):**

001: Proposition de Mme Moscufo et consorts.

Zie:

Doc 55 **2161/ (2020/2021):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Moscufo c.s.

11165

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige-gekleurd papier)

Le 24 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Présidente de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'instaurant un congé calamité' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-2161/001).

La proposition a été examinée par la première chambre le 11 janvier 2024. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Brecht STEEN et Annelies D'ESPALLIER, conseillers d'État, Michel TISON, assesseur, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Annelies D'ESPALLIER, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 janvier 2024.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DE LA PROPOSITION

2. La proposition de loi soumise pour avis a pour objet d'insérer dans la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail' un article 30septies, nouveau, aux termes duquel le travailleur qui a été victime d'une calamité a le droit de s'absenter de son travail pendant dix jours. Les jours sont à choisir dans les deux mois à dater du jour où la calamité se produit pour la première fois. Pendant les trois premiers jours d'absence, le travailleur bénéficie du maintien de sa rémunération. Pendant les sept jours suivants, le travailleur bénéficie d'une allocation dont le montant s'élève à 82 % de sa rémunération brute et qui lui est payée dans le cadre de l'assurance soins de santé et indemnités. La proposition de loi prévoit enfin une protection contre le licenciement pour toute personne victime d'une telle calamité.

EXAMEN DU TEXTE

Article 2

3. Le dispositif proposé vaut pour les travailleurs qui sont victimes d'une "calamité". L'article 30septies, § 1^{er}, alinéa 3, proposé, de la loi du 3 juillet 1978 comporte un régime de preuve spécifique en ce qui concerne l'existence d'une calamité pour

¹ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par "fondement juridique" la conformité avec les normes juridiques supérieures.

Op 24 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'betreffende het rampverlof' (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-2161/001).

Het voorstel is door de eerste kamer onderzocht op 11 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Brecht STEEN en Annelies D'ESPALLIER, staatsraden, Michel TISON, assessor, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Annelies D'ESPALLIER, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 januari 2024.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET VOORSTEL

2. Het voor advies voorgelegde wetsvoorstel strekt tot invoering van een nieuw artikel 30septies in de wet van 3 juli 1978 'betreffende de arbeidsovereenkomsten' op grond waarvan de werknemer die getroffen wordt door een noodsituatie het recht heeft om van het werk afwezig te zijn gedurende tien dagen. De dagen zijn te kiezen binnen twee maanden te rekenen vanaf de dag waarop de noodsituatie zich voor het eerst voordoet. Gedurende de eerste drie dagen geniet de werknemer behoud van zijn loon. Gedurende de volgende zeven dagen geniet de werknemer een uitkering waarvan het bedrag 82 % van het brutoloon bedraagt en die wordt uitbetaald in het raam van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. Het wetsvoorstel bevat ten slotte een ontslagbescherming voor wie zich in een dergelijke noodsituatie bevindt.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikel 2

3. De voorgestelde regeling geldt voor werknemers die getroffen worden door een "noodsituatie". Het voorgestelde artikel 30septies, § 1, derde lid, van de wet van 3 juli 1978 bevat een specifieke bewijsregeling ten aanzien van het

¹ Aangezien het om een voorstel van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

le travailleur dont la résidence principale se trouve dans une zone touchée par une “catastrophe”. La notion concernée n’est pas définie avec précision. Ce sont les développements qui indiquent ensuite que les auteurs de la proposition entendent par la notion de calamité une catastrophe (naturelle), ce qui implique qu’il s’agit d’un incident grave affectant un nombre considérable de personnes ou une zone d’une certaine taille. Il est préférable d’intégrer la délimitation du champ d’application dans le dispositif proposé.

4.1. Le dispositif proposé vaut “[s]ans préjudice des dispositions de l’article 30*bis*” de la loi à modifier.

L’article 30*bis*, § 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 porte sur le congé pour raisons impérieuses. Dans l’état actuel de la réglementation, ce régime vaut notamment en cas de “dommages matériels graves aux biens du travailleur, tels que les dégâts causés à l’habitation par un incendie ou une catastrophe naturelle”².

En dépit des différences entre les régimes³, le dispositif proposé et le régime en matière de congé pour raisons impérieuses ont un champ d’application se recouvrant partiellement.

Les termes “sans préjudice de” mettent les deux dispositions sur le même plan et les distinguent l’une de l’autre. Néanmoins, ils ne permettent pas de clarifier tout à fait la portée visée, par exemple en ce qui concerne le point de savoir si les deux régimes s’appliquent simultanément ou consécutivement. Dans un souci de sécurité juridique, il est recommandé de la préciser davantage.

4.2. La référence à l’ ‘article 30*bis*’ de la loi du 3 juillet 1978 doit faire l’objet d’un examen complémentaire, compte tenu du fait qu’au moment où la proposition soumise pour avis a été déposée à la Chambre des représentants, l’article 30*bis* de la loi du 3 juillet 1978 concernait uniquement le droit pour l’employeur de s’absenter de son travail pour des raisons impérieuses. Consécutivement à la loi du 7 octobre 2022⁴, le texte de l’article 30*bis* en vigueur à ce moment, a constitué le paragraphe 1^{er} de cet article. Cette loi a complété l’article par un paragraphe 2 sur le congé d’aidant.

5. L’article 30*septies*, § 2, proposé, prévoit la possibilité pour le Roi de fixer les modalités du droit visé au paragraphe 1^{er} pour certains travailleurs qui ne sont pas occupés dans un régime de travail réparti sur cinq jours par semaine. Dans ce

² Article 2, § 3, b), de la convention collective de travail n° 45 du 19 décembre 1989. Voir aussi l’article 2, § 2, de l’arrêté royal du 11 octobre 1991 ‘déterminant les modalités de l’exercice du droit à un congé pour raisons impérieuses’.

³ Par exemple, en ce qui concerne le maintien de la rémunération pendant les trois premiers jours et ensuite l’allocation.

⁴ Loi du 7 octobre 2022 ‘transposant partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil et réglementant certains autres aspects des congés’.

bestaan van een noodsituatie voor de werknemer wiens hoofdverblijfplaats zich in een door een “ramp” getroffen zone bevindt. Een precieze definiëring van het betrokken begrip ontbreekt. Het is de toelichting die vervolgens aantoont dat de indieners van het voorstel onder het begrip noodsituatie een (natuur)ramp verstaan, hetgeen impliceert dat het een ernstig voorval betreft dat een aanzienlijk aantal personen of een gebied van een zekere omvang treft. De afbakening van het toepassingsgebied zou best in de voorgestelde regeling worden opgenomen.

4.1. De voorgestelde regeling geldt “[o]nverminderd de bepalingen in artikel 30*bis*” van de te wijzigen wet.

Artikel 30*bis*, § 1, van de wet van 3 juli 1978 behandelt het verlot om dwingende redenen. Deze regeling geldt, in de huidige stand van de regelgeving, onder meer in geval van “ernstige materiële beschadiging van de bezittingen van de werknemer, zoals schade aan de woning door een brand of een natuurramp”.²

Niettegenstaande de verschillen tussen de stelsels,³ hebben de voorgestelde regeling en de regeling inzake het verlot om dwingende redenen een deels overlappend toepassingsgebied.

De term “onverminderd” doet beide bepalingen op hetzelfde niveau en los van elkaar staan. Toch is de beoogde draagwijdte daarmee niet geheel duidelijk, bijvoorbeeld of de beide stelsels tegelijkertijd dan wel na elkaar gelden. In het licht van de rechtszekerheid is het aan te bevelen dit verder te verduidelijken.

4.2. De verwijzing naar ‘artikel 30*bis*’ van de wet van 3 juli 1978 moet aan een bijkomend onderzoek worden onderworpen, ermee rekening houdend dat, op het tijdstip waarop het voor advies voorgelegde voorstel bij de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend, artikel 30*bis* van de wet van 3 juli 1978 uitsluitend het recht voor de werknemer betrof om van het werk afwezig te zijn om dwingende redenen. Als gevolg van de wet van 7 oktober 2022⁴ vormt de op dat ogenblik bestaande tekst van artikel 30*bis* paragraaf 1 van dat artikel. Het artikel werd bij die wet aangevuld met een paragraaf 2 over het zorgverlot.

5. Het voorgestelde artikel 30*septies*, § 2, voorziet in de mogelijkheid voor de Koning om de nadere regels vast te stellen van het in paragraaf 1 bedoelde recht ten aanzien van bepaalde werknemers die niet worden tewerkgesteld in

² Artikel 2, § 3, b), van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 45 van 19 december 1989. Zie ook artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 ‘tot vaststelling van de nadere regelen voor de uitoefening van het recht op een verlot om dwingende reden’.

³ Bijvoorbeeld wat het loonbehoud gedurende de eerste drie dagen en vervolgens de uitkering betreft.

⁴ Wet van 7 oktober 2022 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers, en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloten’.

cas, le Roi peut déclarer inapplicables les dispositions de l'article 4, § 2, de la loi du 17 mars 1987 'relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises'.

Ainsi qu'il ressort également des développements de la proposition, le dispositif proposé s'inspire de l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978. Toutefois, l'article 4, § 2, de la loi du 17 mars 1987 s'énonce en ces termes:

“La rémunération due pour un jour d'absence visé à l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 précitée est égale à un cinquième ou un sixième de la rémunération afférente à la durée hebdomadaire moyenne de travail du travailleur concerné.”

Cette disposition ne s'appliquant pas à l'article 30septies proposé de la loi du 3 juillet 1978, l'habilitation au Roi lui permettant de la déclarer inapplicable est sans objet.

La proposition devra être adaptée sur ce point.

6. Il y a lieu de mieux harmoniser les versions linguistiques de la disposition proposée.

Il est ainsi question dans le texte français de l'article 30septies, § 3, alinéa 1^{er}, proposé, d'un “congé calamité”, notion qui désigne également le régime dans l'intitulé de la proposition. Le texte néerlandais de cette disposition vise le droit au “verlof wegens noodsituatie” alors que l'intitulé recourt à la notion de “rampverlof”.

Dans le texte français de l'article 30septies, § 1^{er}, alinéa 3, proposé, il est question des “autorités compétentes” tandis que le texte néerlandais mentionne “de bevoegde overheid”.

LE GREFFIER,

Greet VERBERCKMOES

LE PRÉSIDENT,

Marnix VAN DAMME

een arbeidsregeling gespreid over vijf dagen per week. In dat geval kan de Koning de bepalingen van artikel 4, § 2, van de wet van 17 maart 1987 'betreffende de invoering van nieuwe arbeidsregelingen in de ondernemingen' niet toepasselijk verklaren.

Zoals ook blijkt uit de toelichting bij het voorstel, is de voorgestelde regeling geïnspireerd op artikel 30 van de wet van 3 juli 1978. Artikel 4, § 2, van de wet van 17 maart 1987 luidt echter als volgt:

“Het loon verschuldigd voor een afwezigheidsdag bedoeld bij artikel 30 van voornoemde wet van 3 juli 1978 is gelijk aan een vijfde of een zesde van het loon voor de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de betrokken werknemer.

Aangezien die bepaling geen toepassing vindt ten aanzien van het voorgestelde artikel 30septies van de wet van 3 juli 1978, is de machtiging aan de Koning om ze niet toepasselijk te verklaren zonder relevantie.

Het voorstel moet op dat punt worden aangepast.

6. De taalversies van de voorgestelde bepaling dienen beter op elkaar te worden afgestemd.

Zo is in de Franse tekst van het voorgestelde artikel 30septies, § 3, eerste lid, sprake van “congé calamité”, het begrip waarmee het stelsel ook in het opschrift van het voorstel wordt aangeduid. In de Nederlandse tekst van die bepaling wordt verwezen naar het recht op “verlof wegens noodsituatie”, terwijl in het opschrift het begrip “rampverlof” wordt gehanteerd.

In de Franse tekst van het voorgestelde artikel 30septies, § 1, derde lid, is sprake van “les autorités compétentes”, terwijl in de Nederlandse tekst wordt gesproken van “de bevoegde overheid”.

DE GRIFFIER,

Greet VERBERCKMOES

DE VOORZITTER,

Marnix VAN DAMME